

En conclusion, l'avenir de ces OP est fonction de plusieurs paramètres.

En premier lieu, l'évolution de leur environnement. Aujourd'hui encore, les partenaires au développement, détenteurs de moyens financiers, ont toujours tendance à vouloir façonner les OP. Une situation en grande partie due au fait que la plupart des OP restent encore largement dépendantes des acteurs dominants de la filière, sur les plans à la fois technique, organisationnel, institutionnel et surtout financier. Tant qu'elles n'avanceront pas de façon plus significative vers leur autonomie organisationnelle et financière, elles resteront toujours des « instruments au service d'acteurs dominants », incapables de définir leurs propres priorités et stratégies, de choisir leurs partenaires et de répondre aux attentes de la base.

D'autre part, dans les années 90, l'évolution des filières a obligé (et oblige encore) les sociétés cotonnières à rechercher des alliances pour préserver le modèle « filière intégrée », face à la « menace de

la privatisation » ; pour cette raison les OP ont été convoitées. Il s'agissait donc d'une période favorable pour les cotonniers africains. Mais les responsables paysans ont-ils su tirer profit d'une telle opportunité ?

Enfin, il est certes difficile de prévoir ce qui se passera à terme, mais il semble bien que le vent soit en train de tourner. En effet, l'accent mis depuis peu par la Banque Mondiale sur la lutte contre la pauvreté et qui donne le ton aujourd'hui à l'ensemble de la coopération au développement, devrait logiquement conduire à dévaloriser les cultures de « rente » au « profit » d'un objectif de sécurité alimentaire au sens strict du terme ; c'est une évolution à redouter même si dans bien des régions, le coton génère encore l'essentiel des revenus monétaires et entraîne dans son sillage une augmentation sensible des productions céréalières et animales.

L'avenir des OP cotonnières sera donc, pour une grande part, fonction de la capacité des responsables paysans à hisser leurs

organisations à la hauteur des enjeux et défis qui se présentent à eux, mais aussi à initier une véritable réflexion sur le devenir de leurs organisations. Leaders paysans et producteurs doivent comprendre que leur épanouissement ne viendra que de leur propre mobilisation et de leur motivation. La reconnaissance et l'autonomie de leurs organisations reposent donc avant tout sur eux et non pas sur d'autres acteurs de la filière. ■

¹ Conduites par l'URECOS-CI, les organisations cotonnières ont entrepris la construction d'une usine d'égrenage : l'Etat ivoirien devrait leur céder cette année 80% du capital de la « CIDT résiduelle » (c'est à dire ce qu'il en restait après la cession d'actifs de 1998), soit quatre usines d'égrenage, en plus de celle en construction et que devront gérer les paysans.

² Association interprofessionnelle du coton

³ La Centrale de sécurisation des paiements et du recouvrement

⁴ La CMDT ayant déjà entrepris la création des APC dans certaines régions (Bougouni, Sikasso,...), rejetant ainsi les doléances des responsables, exprimées lors des états généraux de la filière coton.

⁵ Voir les différents numéros de « l'écho des cotonniers ».

⁶ Compagnie Ivoirienne de Développement des Textiles.

Mali : une crise réglée en apparence

Alors qu'une production record est attendue, des incertitudes demeurent sur la filière.

Cette campagne 2001-2002 s'annonce très prometteuse pour les producteurs maliens : plus de 575.000 tonnes de coton-graine attendues, soit environ 145 % d'augmentation par rapport à la précédente (235.000 tonnes), où la filière avait frôlé l'implosion (voir *Grain de sel* n° 15). Si ces prévisions se confirment, le record de 1999 (525.000 tonnes) sera battu. Une aubaine pour l'État et la *Compagnie malienne de développement des fibres textiles* (CMDT), à huit mois d'importantes échéances électorales (législative et présidentielle).

Est-ce à dire pour autant que la filière coton est sortie de la crise ? La réponse varie selon les acteurs, mais plusieurs indices laissent à penser que ce n'est pas encore l'embellie. En premier lieu, cette spectaculaire remontée de la production semble surtout liée au signal fort adressé



CIRIC

► aux producteurs par les autorités et la CMDT, qui ont accepté d'augmenter le prix d'achat du coton-graine de 1^{ère} qualité à 200 FCFA/kg. Rien à voir avec les 170 FCFA/kg qui, l'an dernier, avaient suscité tant de remous, même si pour certains, cette hausse symbolique ne représente qu'un geste politique.

En effet, dans les périodes favorables (de 1993 à 1998) où la CMDT engrangeait des dizaines de milliards francs CFA de bénéfice, elle n'avait pu satisfaire la revendication d'une hausse de 20 à 30 FCFA/kg, alors que les paysans maliens étaient parmi les producteurs les moins bien lotis d'Afrique de l'Ouest, avec les prix d'achat les plus bas. Comment expliquer alors aujourd'hui ce revirement, à un moment où les cours mondiaux sont en chute libre (moins de 45 cents la livre de coton fibre) et que la situation financière de la société reste préoccupante¹ ?

Toujours est-il que les paysans, qui s'étaient massivement détournés du coton ces deux dernières campagnes², ont répondu favorablement à la revalorisation de leur prix d'achat, grâce à un potentiel de production resté quasi intact. Qu'ils replantent le coton ou qu'ils augmentent les superficies emblavées, ils savent que la totalité de leur production devrait alimenter les usines de la CMDT comme à l'accoutumé. Du côté de la société cotonnière comme des autorités politiques, on annonce que tout le coton produit sera « acheté et payé », tout en reconnaissant

que « la CMDT sera en déficit comme les autres sociétés cotonnières de la région ».

Les engagements seront-ils tenus ?

On peut quand même s'interroger sur la capacité financière de cette dernière à honorer de tels engagements. Ses difficultés actuelles laissent en effet penser qu'il lui sera difficile de régler les 110 milliards de FCFA nécessaires pour payer la production, d'autant que certains paysans relevant de l'Opération Haute vallée du Niger n'ont toujours pas perçu leur solde pour la campagne 2000-2001. De plus, il semblerait que l'état des usines d'égreinage, compte tenu des difficultés financières de la CMDT, ne permette pas de décortiquer dans des délais raisonnables, la totalité du coton qui sera livré.

Par ailleurs, malgré l'optimisme ambiant, le niveau de la campagne suivante (2002-2003) reste très incertain car outre les aléas climatiques, elle dépendra de la commercialisation ou pas, de la totalité de la production actuelle et du prix d'achat qui sera annoncé entre avril et mai 2002, au moment des semis ; période coïncidant également avec la date des élections.

Enfin, bien qu'au cours des états généraux de la filière coton, en avril dernier, les paysans aient spécifié que la restructuration de leurs organisations leur incom-

baît, la CMDT a entrepris, sans concertation avec les organisations en place, la création d'Associations de producteurs de coton (APC) dans les zones de Sikasso, Bougouni, etc. En procédant de la sorte, la société cotonnière et ses partenaires entendent intervenir dans la réorganisation de la filière en mettant en place de nouvelles organisations paysannes destinées à représenter les intérêts des paysans dans son capital. Une stratégie perçue par certains comme visant à fragiliser un mouvement paysan déjà mal en point. De son côté, la Banque Mondiale, convaincue de « la mauvaise santé » de la filière malienne, ne cesse de faire pression sur les autorités pour qu'aboutisse sa privatisation.

Donc, contrairement aux apparences, le record de production attendu cette année est loin de symboliser une embellie. Les manœuvres actuelles semblent plutôt viser à instaurer un climat de confiance dans la zone cotonnière afin de garantir le bon déroulement des élections. Une stratégie qui peut s'avérer porteuse à court terme en faisant remonter la production, mais qui pourrait aggraver la crise que traverse actuellement la filière. ■

JJ Dello

¹ Un plan social est même envisagé à la CMDT où de 500 à 800 emplois sont menacés sur un effectif de 2400 salariés.

² Situation ayant entraîné une dégringolade de la production et de graves conséquences sur l'économie, le coton représentant plus de 50 % des recettes d'exportation du pays.

L'OBSERVATOIRE COTON

Sensibiliser les OP sur les enjeux du coton

Par **Gaoussou Sanogo** (SYCOV) et **Kélétygui Bamba** (URECOS-CI),
président et vice-président de l'Observatoire coton*

En quête de soutiens pour préserver cet important outil d'échanges et de formation, les responsables de l'Observatoire, nous en présentent les principaux atouts.

L'Observatoire coton a été lancé à Bamako en 1997, à l'instigation du Réseau Agriculture Paysanne et Modernisation (APM Afrique). Son but : aider les leaders des organisations cotonnières à se connaître et à s'informer, alors que les filières coton subissaient de profondes restructurations (libéralisation, privatisation, etc.). Il dispose également d'un bulletin trimestriel, *l'Écho des cotonniers*, qui répercute les aspirations et les diffi-

cultés des producteurs. Après une phase expérimentale gérée par le CIEPAC¹, une ONG française qui animait depuis Montpellier son réseau de correspondants basés dans des pays producteurs de coton, à la demande des leaders paysans, l'Observatoire a été transféré en Afrique en mars 2000.

Installé au siège de la Fédération des unions de producteurs du Bénin (FUPRO), l'Observatoire est animé, le GERAM, une ONG nationale, et est dirigé par un Conseil